

Enquête auprès des ménages centrafricains sur leurs perceptions de la COVID-19

Rapport quantitatif

Source: Ground Truth Solutions, Paoua, 2019

Introduction

Depuis le début de la pandémie en République Centrafricaine, la population a été fortement impactée par la COVID-19.¹ Outre la crise sanitaire, les mesures contre la COVID-19 telles que les restrictions de mouvements ou les fermetures de marchés ont eu un impact significatif sur la population.² En Janvier 2020, on compte ainsi 63 décès et plus de 4,900 cas de contamination.³ Face à cette crise humanitaire sans précédent, les acteurs en RCA se sont mobilisés afin de soutenir la population et la sensibiliser sur la pandémie. Presqu'un an après l'apparition des premiers cas de COVID-19 en Afrique de l'Ouest et Centrale, il est nécessaire de faire le point sur les perceptions des ménages centrafricains sur cette crise sanitaire.

Avec le soutien de l'Africa Polling Institute (API), Ground Truth Solutions a interrogé la population centrafricaine par téléphone. Le but de cette enquête est de comprendre les perceptions des ménages centrafricains sur : 1) le partage d'information, 2) les mesures mises en place par la population ainsi que 3) l'impact socio-économique de la COVID-19.

Les perceptions recueillies offrent un aperçu global du point de vue des personnes affectées sur la réponse à la COVID-19, qui permet d'améliorer les activités en cours. Les perceptions recueillies sont complémentaires aux différentes enquêtes de perceptions sur la COVID-19 menées par GTS en RCA.

Triangulation des données

Afin d'avoir un aperçu détaillé et nuancé des perceptions de la population sur la COVID-19, les résultats de cette enquête sont comparés avec les enquêtes menées précédemment par Ground Truth Solutions :

1) Enquêtes par téléphone avec des informateurs-clés⁴ au sein de plus de 20 localités (Jun 2020 / Août 2020 / Octobre 2020)

2) Entretiens qualitatifs avec 15 bénéficiaires d'assistance monétaire et 12 marchands dans les localités de Bouar, Bambari, Bangassou et Bria (Août 2020).

Les résultats de cette enquête sont aussi triangulés avec des sources primaires et secondaires externes.

En partenariat avec:



¹ Ground Truth Solutions (2020), *Perceptions d'informateurs clés sur la COVID-19 : République Centrafricaine – Bulletin 3*. [Lien](#)

² Ground Truth Solutions (2020), *Témoignages clés de commerçants et bénéficiaires d'assistance monétaire*. [Lien](#)

³ OCHA (2020), *COVID map explorer – Central African Republic*. Vu le 07 Janvier 2021. [Lien](#).

⁴ Les informateurs clés correspondent aux profils suivants : chefs communautaires, présidents d'associations, autorités administratives, prestataires de santé, travailleurs sociaux, membres d'ONG locales et chefs religieux.

Principaux résultats

- **90% des personnes enquêtées affirment avoir reçu suffisamment d'information sur la COVID-19.** Les canaux de communication préférés sont la radio (85%), les SMS (35%) et la télévision (33%). Si la majorité des personnes enquêtées se sent assez informée sur la crise sanitaire, celles-ci souhaitent néanmoins recevoir davantage d'informations sur les symptômes de la COVID-19, l'accès aux services de santé et les mesures à prendre en cas de contamination.
- **Les acteurs humanitaires sont considérés comme une source d'information fiable par 30% des personnes enquêtées.** Cependant, les acteurs humanitaires ne sont pas mentionnés fréquemment comme étant la source d'information la plus fiable. Les personnes vivant en dehors de la capitale mentionnent plus fréquemment les chefs religieux et les acteurs gouvernementaux comme sources d'information fiable. Tandis qu'à Bangui, les personnes enquêtées citent comme étant des sources fiables les médias locaux, les autorités locales et les chefs religieux.
- **Les mesures de distanciation sociale (53%), le port du masque (48%) et le lavage des mains (44%) sont perçus comme les gestes barrières les plus importants afin de se protéger de la COVID-19.** Toutefois, ces mesures sont difficiles à appliquer selon les personnes enquêtées. L'accès limité aux services EHA,⁵ le manque d'espace pour s'isoler ainsi que les normes socio-culturelles sont de nombreux obstacles à la mise en place de gestes barrières dans la vie de tous les jours.
- **87% pensent que le masque est une mesure efficace pour se protéger du virus** et 92% affirment le porter dans les lieux publics.
- **La majorité des personnes enquêtées est inquiète de l'impact socio-économique de la crise sanitaire sur leurs capacités à subvenir à leurs besoins essentiels.** En effet, 90% s'inquiètent de l'augmentation des prix des produits de base et 81% redoutent une perte d'emploi ou des difficultés financières. Une grande partie des personnes enquêtées est aussi inquiète par l'accès aux services de santé (70%) et à l'assistance humanitaire (65%). La crainte que les familles puissent attraper la COVID-19 ainsi que les fluctuations du marché en 2020 ont créé une charge émotionnelle supplémentaire pour les chefs de foyer qui doivent subvenir aux besoins de leurs familles.



Échantillon

1071 enquêtes par téléphone



Préfecture

53% Bangui (569)
14% Mambéré Kadei (148)
12% Nana Mambéré (125)
12% Ouaka (125)
6% Haute Kotto (67)
3% Ouham Pendé (37)

Genre

 62% hommes (667)
 38% femmes (404)

Bénéficiaires d'assistance humanitaire

 54% Non-bénéficiaires d'assistance (576)
 46% Bénéficiaires d'assistance (495)

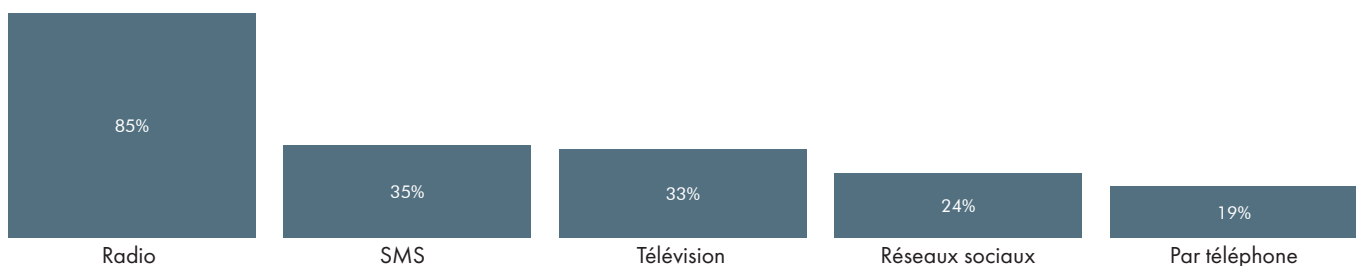
Groupes d'âge:

50% 18-30 ans (512)
43% 31-50 ans (434)
7% 50-100 ans (75)

⁵ EHA : Eau, Hygiène et Assainissement

Partage d'information sur la COVID-19

Quelle source d'information utilisez-vous pour apprendre à vous protéger du virus ?

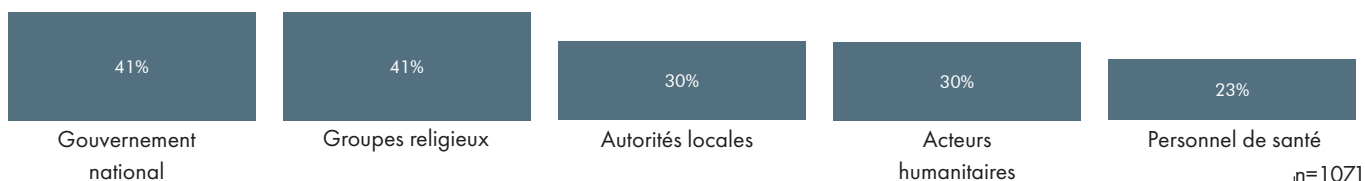


Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%. n=1071

Selon les personnes enquêtées, la radio est la source principale d'information pour se renseigner sur les moyens de se protéger contre la COVID-19. Notre dernière enquête auprès d'informateurs clés (Octobre 2020), souligne en effet le rôle important de la radio dans les campagnes de sensibilisation sur la COVID-19. Les chaînes de radio telles que Bangui FM, la Voix de Pendé ou Ndeke Luka ont fréquemment été citées par les informateurs-clés.⁶

Les autres sources principales d'information varient selon les préfectures. Ainsi, la télévision est la seconde source d'information principale au Ouham-pendé (43%), à Bangui (36%), et Nana Mambéré (29%) tandis que le partage d'information par SMS est privilégié à Mambéré-Kadei (47%), au Ouaka (38%) et au Haute Kotto (37%). Il n'y pas de différence significative entre les bénéficiaires et non bénéficiaire d'assistance monétaire concernant les canaux d'information.

Lequel de ces acteurs vous inspire le plus confiance pour savoir comment vous protéger contre le virus?



Au niveau national, seulement 30% des personnes enquêtées considèrent les acteurs humanitaires comme source d'information fiable. Toutefois, il existe des différences significatives entre les milieux ruraux et les centres urbains. En dehors de la capitale, 50% des personnes enquêtées vivant en dehors de la capitale font confiance aux chefs religieux comparés à 35% à Bangui. Les informateurs-clés rencontrés en octobre 2020 confirment que les acteurs religieux et le gouvernement national sont perçus comme des sources d'information fiables selon les membres de leurs communautés.⁷ Seulement les personnes vivant dans le Haute Kotto (39%), à Ouaka (37%) et le Ouham-Pendé (35%) classe les acteurs humanitaires comme l'une des sources d'information les plus fiables.

Il est également intéressant de souligner que les structures d'information communautaires (chefs communautaires, voisinages) et le partage d'information informel (bouche à l'oreille) ne sont pas considérés comme des sources d'informations fiables par la majorité de la population (moins de 10% des réponses). De plus, si les réseaux sociaux sont une source importante d'information pour 25% des personnes enquêtées, seulement 3% affirment que celle-ci est fiable.

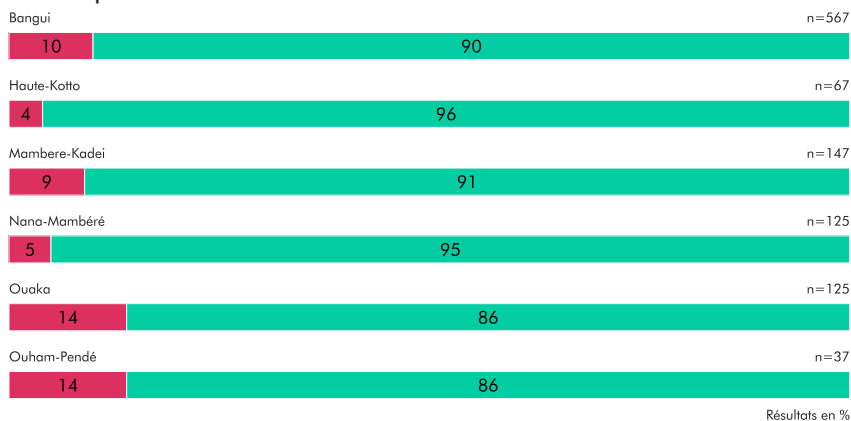
⁶ Ground Truth Solutions (2020), *Perceptions d'informateurs clés sur la COVID-19 : République Centrafricaine – Bulletin 3*. [Lien](#)

⁷ Ibid.

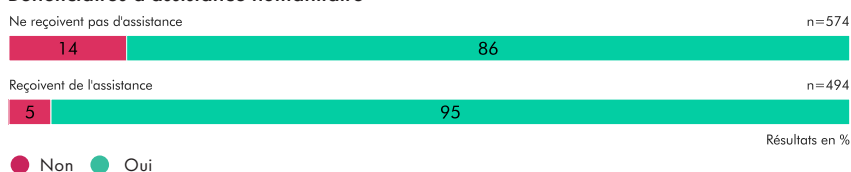
Avez-vous suffisamment d'informations pour vous protéger contre le virus ?



Par sous-préfecture



Bénéficiaires d'assistance humanitaire



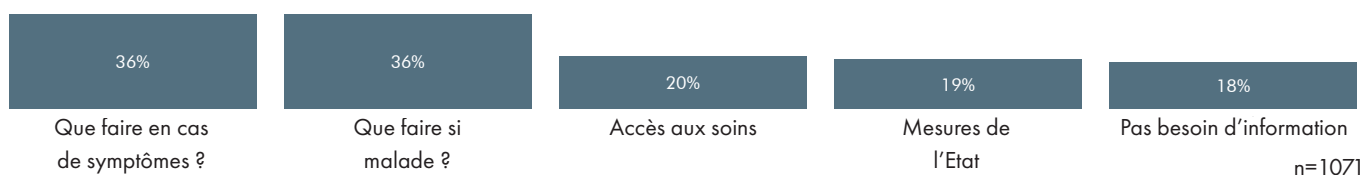
Si une grande partie des personnes affectées se sent informée sur les façons de se protéger du virus, de nombreux informateurs clés ont constaté une réduction des activités de sensibilisation de la part des acteurs étatiques et humanitaires en Octobre 2020. Ils craignent ainsi que la réduction des campagnes de sensibilisation ait un impact négatif sur la population centrafricaine (baisse du niveau de connaissance, circulation de fausses informations et application limitée des mesures contre la COVID-19).⁸ Cependant, deux mois après nos échanges avec les informateurs-clés, la majorité des ménages enquêtés affirment toujours avoir un niveau de connaissance élevé sur les différents moyens de se protéger du virus.



Désagrégation des données

Les bénéficiaires d'assistance mentionnent être d'avantage informés (95%) que les non bénéficiaires d'assistance (86%). Alors que les acteurs humanitaires ne sont pas mentionnés comme étant une principale source d'information fiable par les deux groupes, il semble que les programmes humanitaires permettent aux bénéficiaires d'augmenter leur niveau d'information lié à la COVID-19.

Sur quels sujets avez-vous besoin d'avoir d'avantage d'informations ?



Si les besoins en information sont globalement similaires à l'échelle nationale, les perceptions varient pour certaines sous-préfectures. Par exemple, dans la sous-préfecture de la Haute-Kotto, la population a besoin davantage d'information sur l'accès aux services de santé (36%) alors que les habitants de Mambéré Kadei souhaitent plus d'informations sur les mesures gouvernementales prises contre la COVID-19 (36%).

Depuis le début de l'épidémie, les besoins en information de la population ont évolué. En juin 2020, les informateurs-clés enquêtés disaient que les membres de leurs communautés avaient besoin davantage d'informations sur les mesures de protection contre la COVID-19 et sur la manière d'accéder à des sources d'information fiable.⁹ La population centrafricaine semble à présent être assez informée sur les sources d'informations fiables. Aujourd'hui, les personnes enquêtées veulent avoir accès à des informations plus détaillées sur ce qu'elles doivent faire en cas de symptômes, sur l'accès au soin et sur les symptômes due la COVID-19.

⁸ Ground Truth Solutions (2020), *Perceptions d'informateurs clés sur la COVID-19 : République Centrafricaine – Bulletin 3*. [Lien](#)

⁹ Ground Truth Solutions (Juin 2020), *Perceptions d'informateurs clés sur la COVID-19 : République Centrafricaine – Bulletin 1*. [Lien](#)

Gestes barrières contre la COVID-19

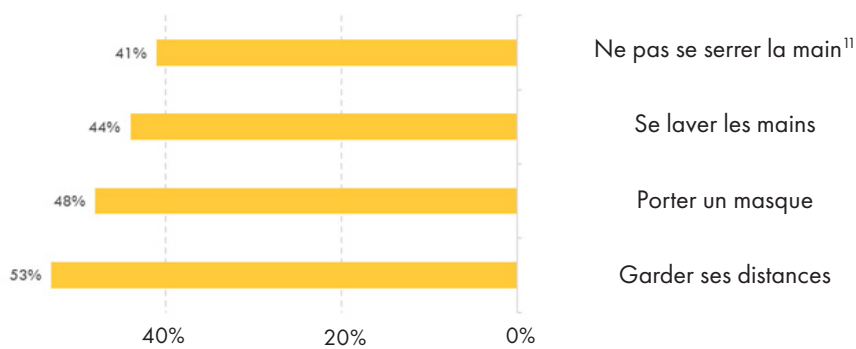
Selon les personnes enquêtées, les mesures de distanciation sociale (53%), le port du masque (48%) et le lavage fréquent des mains (44%) sont considérés comme les mesures les plus importantes contre la COVID-19. Si la majorité des personnes enquêtées souligne l'importance des mesures contre la COVID-19, il peut être difficile d'appliquer ces mesures quotidiennement. En effet, 39% des personnes enquêtées considèrent qu'il est difficile de ne pas serrer la main ainsi que de respecter les mesures de distanciation sociale (34%). Seules 18% des personnes enquêtées considèrent ne pas avoir de difficultés à appliquer les mesures contre la COVID-19.

L'importance des gestes barrières contre la COVID-19

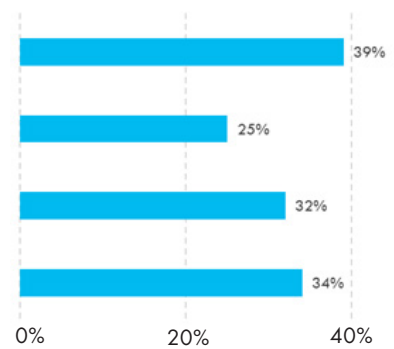
Au niveau préfectoral, les mesures privilégiées par les habitants afin de lutter contre la COVID-19 varient. Les personnes vivant à Bangui, Ouaka et Mambéré Kadei privilégient la distanciation sociale tandis que les habitants de Nana Mambéré et d'Ouham Pendé considèrent qu'il est plus important de se laver les mains fréquemment. Dans le Haute-Kotto, le port du masque est considéré comme étant une mesure clé pour se protéger contre la COVID-19. Toutefois, les habitants du Haute-Kotto mentionnent qu'il est difficile d'appliquer cette mesure.

Les différentes actions menées par les acteurs humanitaires et étatiques peuvent potentiellement expliquer ces différences de perceptions.¹⁰ Dans les zones à forte densité humaine comme Bangui, les mesures de distanciation sociale dans les lieux publics et dans les transports en commun ont marqué les personnes enquêtées.

Mesures importantes



Mesures difficiles à appliquer



Triangulation des données et biais de désirabilité social

Il est important de souligner qu'il existe des différences significatives entre les mesures mentionnées par les personnes enquêtées et les réponses des informateurs-clés enquêtés en octobre 2020. En effet, si aujourd'hui 53% des personnes affectées soulignent que la distanciation sociale est une mesure importante, seuls 23% des informateurs-clés affirmaient que les membres de leurs communautés considéraient cette mesure comme importante.

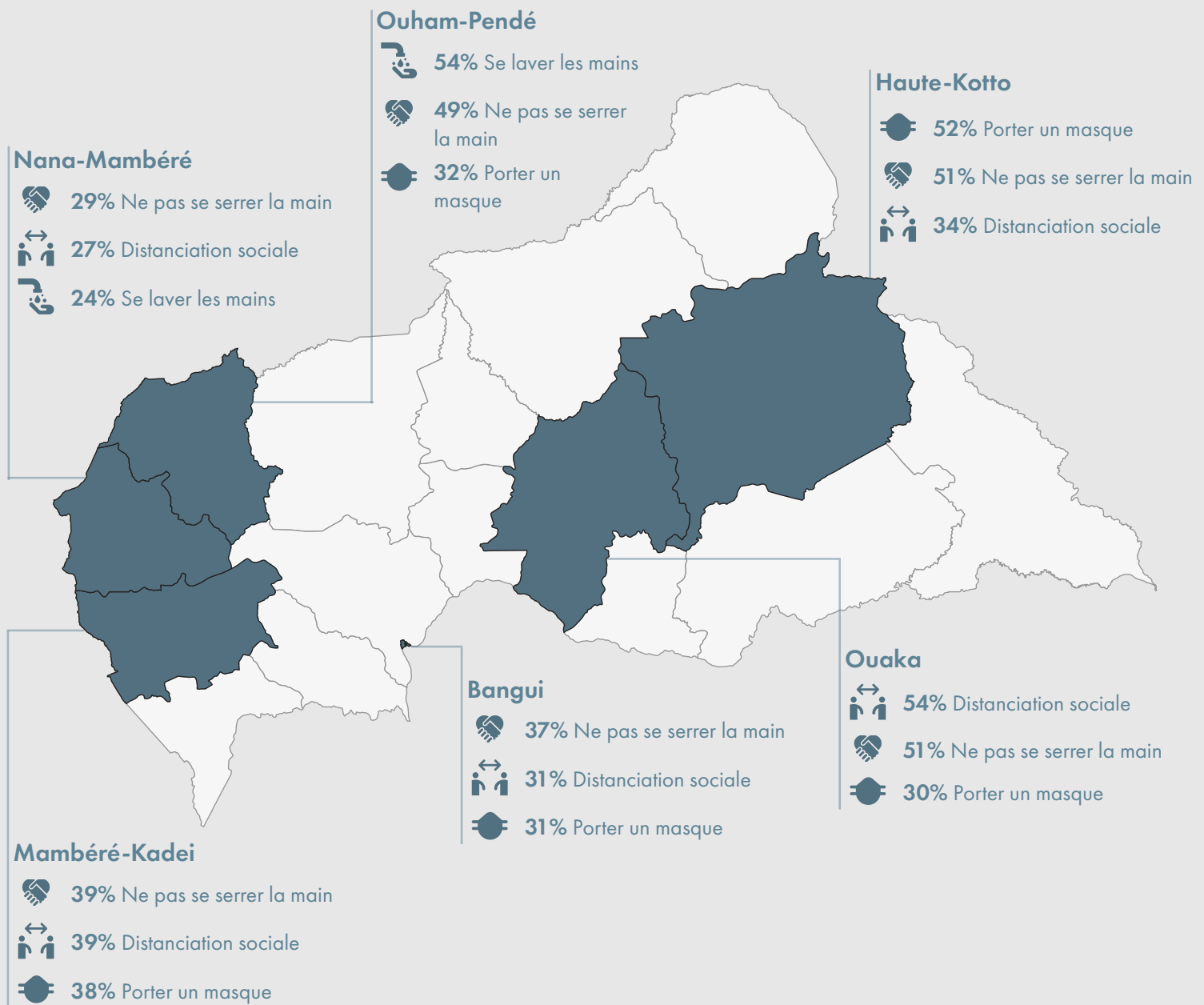
Cette différence de perception entre la population et les informateurs-clés peut s'expliquer par différents facteurs tels l'intérêt de s'aligner sur le discours public ou la crainte de sanction si les gens disent ne pas respecter les gestes barrières au cours de l'enquête (biais de désirabilité sociale).¹² De plus certaines préfectures comme la Haute-Kotto ou bien le Ouaka n'ont pas été couvertes par les enquêtes des informateurs-clés effectuées en Octobre 2020.

¹⁰ OCHA (Juin 2020), *Bulletin humanitaire – république centrafricaine. Numéro 56. Lien.*

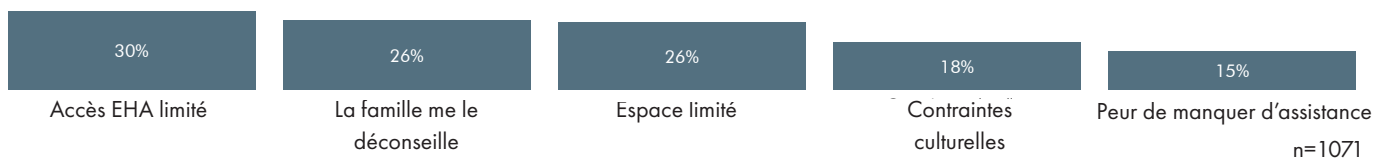
¹¹ Au cours des dernières enquêtes de données GTS, le fait de ne pas se serrer la main a été mentionné fréquemment par les personnes enquêtées. Ainsi, nous avons créé une réponse distincte des autres mesures de distanciations sociales pour observer les perceptions de la population sur ce geste barrière.

¹² Le biais de désirabilité sociale désigne le biais qui consiste à vouloir se présenter sous un jour favorable à ses interlocuteurs. Ce mécanisme psychologique peut s'exercer de façon implicite, sans qu'on en ait conscience, ou au contraire être le résultat d'une volonté consciente de manipuler son image aux yeux des autres (respect des mesures publiques ou adéquation aux normes sociétales).

Gestes barrières étant les plus difficile à appliquer par préfecture



Pourquoi cette mesure est-elle difficile à appliquer ?



Au niveau national, certains facteurs rendent difficile l'application de certaines mesures contre la COVID-19. En effet, les obstacles pratiques comme un accès limité à l'eau et aux produits d'hygiène sont mentionnés fréquemment par les personnes enquêtées, en particulier dans les sous-préfectures de Ouham-Pendé, Nana-Mambéré et de Ouaka.

Le manque de connaissance sur les bonnes pratiques d'hygiène, un accès difficile à l'eau ainsi que le manque d'équipement d'hygiène sont en effet des barrières EHA importantes ayant un impact négatif sur l'application des mesures contre la COVID-19.¹³ En effet, en 2020, plus de 2,35 millions de personnes soit 43% de la population centrafricaine, avait des besoins élevés en eau.¹⁴

¹³ REACH (Septembre 2020), *Aperçu des besoins en EHA dans le contexte de la COVID-19*. [Lien](#)

¹⁴ OCHA (Octobre 2019, mise à jour en 2020). *République Centrafricaine. Aperçu des besoins humanitaires 2020*. [Lien](#)

Les normes socio-culturelles et le poids des structures communautaires peuvent également jouer un rôle dans l'application ou non des mesures contre la COVID-19. Ainsi, le refus de se serrer la main ou le port du masque peut être mal vu par les membres de communautés et être source de moquerie pour les personnes affectées.¹⁵

Dans les circonstances actuelles, pensez-vous que les mesures introduites dans votre région sont les bons gestes à adopter ?



Par sous-préfecture



Port du masque

Pensez-vous que le port du masque soit une mesure efficace pour se protéger du virus ?



Par sous-préfecture



La grande majorité des personnes enquêtées considère que le masque est une mesure efficace pour se protéger de la COVID-19. Selon l'enquête de U-Learn sur le port du masque (août 2020), 43% des personnes enquêtées soulignaient que le port du masque était une mesure recommandée par leurs communautés.¹⁶

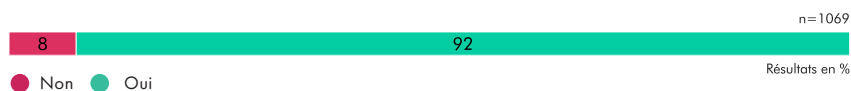
¹⁵ Ground Truth Solutions (2020), *Témoignages clés de commerçants et bénéficiaires d'assistance monétaire*. [Lien](#)

¹⁶ U-Report (Aout 2020), *Utilisation et distribution des masques*. [Lien](#)

Les campagnes de sensibilisation menées par les organisations humanitaires auprès de leurs bénéficiaires ont pu avoir un impact sur les perceptions de ceux-ci concernant le port du masque. Selon les entretiens menés par GTS en août 2020 auprès de bénéficiaires d'assistance monétaire, les informations fournies par les acteurs humanitaires étaient appréciées. Plusieurs femmes à Kaga Bandoro ont ainsi dit avoir transmis à leurs proches des informations apprises lors de séances de sensibilisation.¹⁷

Les personnes interrogées qui considèrent ne pas être convaincues par l'efficacité du port du masque dans la prévention de la COVID-9 (n=81) mentionnent d'autres mesures qui seraient plus utiles contre la COVID-19 (58%) ou estiment que le masque ne marche tout simplement pas (29%). Une minorité de personnes enquêtées (13%) affirme que le port du masque n'est pas nécessaire étant donné que la COVID-19 n'existe pas. En effet, une partie de la population ne croit toujours pas à l'existence de la COVID-19 malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation. Selon U-Learn, 34% des personnes ne portant pas de masque considèrent que la COVID-19 n'existe pas.¹⁸

Portez-vous le masque dans les lieux publics ?



Par sous-préfecture



Les personnes ne portant pas le masque en public, l'explique par le fait que le masque les gêne physiquement, ou bien que cela n'est pas une mesure utile. De plus, certains individus enquêtés disent craindre des violences physiques ou verbales de la part de leurs communautés s'ils portent le masque en public, au vu des stigmas qui y sont associés.

Au cours de nos enquêtes qualitatives en août 2020, plusieurs bénéficiaires d'assistance monétaire ont dit avoir subi des moqueries et autres types de violences verbales suite au port du masque dans leurs communautés.¹⁹



Désagrégation des données

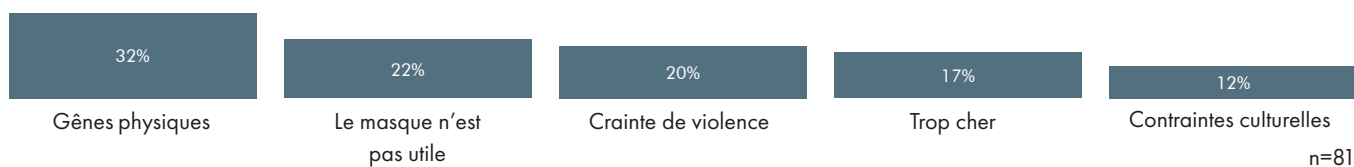
Certaines populations à risque telles que les personnes âgées de plus de 51 ans, sont moins nombreuses à affirmer porter le masque dans les lieux publics (88%) que les personnes âgées entre 18-50 ans (93%).

¹⁷ Ground Truth Solutions (2020), *Témoignages clés de commerçants et bénéficiaires d'assistance monétaire*. [Lien](#)

¹⁸ U-Report (Août 2020), *Utilisation et distribution des masques*. [Lien](#)

¹⁹ Ground Truth Solutions (2020), *Témoignages clés de commerçants et bénéficiaires d'assistance monétaire*. [Lien](#)

Pourquoi ne portez-vous pas le masque en public ?



Des facteurs économiques peuvent aussi avoir un impact sur le port du masque en public. Selon l'enquête de U-Report sur le port du masque, 43% des personnes enquêtées ne portant pas de masque disent ne pas avoir les moyens de s'en acheter.²⁰ Dans le contexte de crise sanitaire, le pouvoir d'achat des ménages a en effet baissé et le prix des denrées de bases a grandement fluctué en 2020.²¹ Les informateurs-clés enquêtés en octobre 2020, affirmaient qu'il était difficile pour les membres de leurs communautés d'acquérir des masques, en particulier en dehors de Bangui.²² Selon U-Learn, 50% des personnes enquêtées reçoivent leurs masques de la part du gouvernement et des acteurs humanitaires. Avec la baisse du pouvoir d'achat, une grande partie des personnes affectées est ainsi dépendante des acteurs humanitaires et étatiques pour se fournir en masque.

Les personnes affirmant porter le masque en public disent le porter dans les situations suivantes (n=988) :

49% Dès que qu'ils sortent de leurs domiciles (480)

46% Dans les lieux publics (458)

5% En présence de personnes extérieures à leur foyer (45)

Comportement et perceptions des acteurs humanitaires

Si / quand vous ressentez des symptômes de COVID-19, que pensez-vous que vous feriez ? (n=1071)



62%

Appeler la ligne verte 1212 (664)



20%

Se rendre chez un prestataire de santé (215)



11%

Contacter le prestataire de santé à distance (125)

Comment a évolué votre point de vue sur les travailleurs humanitaires depuis que le virus s'est propagé dans le pays ?



Depuis le début de la crise sanitaire en RCA, plus des trois quarts de la population enquêtée considèrent avoir une meilleure perception des acteurs humanitaires. Les bénéficiaires d'assistance monétaire rencontrés en août 2020 disaient que l'aide fournie avait été essentielle pour de nombreux foyers ayant vu leurs revenus et leurs économies fortement réduites en 2020.²³

²⁰ U-Report (Aout 2020), *Utilisation et distribution des masques*. [Lien](#)

²¹ Ground Truth Solutions (2020), *Témoignages clés de commerçants et bénéficiaires d'assistance monétaire*. [Lien](#)

²² Ground Truth Solutions (2020), *Perceptions d'informateurs clés sur la COVID-19 : République Centrafricaine – Bulletin 3*. [Lien](#)

²³ Ground Truth Solutions (2020), *Témoignages clés de commerçants et bénéficiaires d'assistance monétaire*. [Lien](#)

Impact socio-économique de la COVID-19

La crise sanitaire ainsi que les mesures mise en place par le gouvernement ont eu un impact socio-économique important sur la population centrafricaine au cours de l'année 2020.²⁴ La fermeture des structures essentielles (marchés, routes, écoles) a impactée la capacité de la population à subvenir à ses besoins. En octobre 2020, la majorité des informateurs-clés enquêtés en RCA affirmaient en effet que les membres de leurs communautés ne pouvaient subvenir à leurs besoins essentiels.

Êtes-vous inquiet par une perte d'emploi / baisse de revenu ou des difficultés financières ?



Êtes-vous inquiet ou non par l'augmentation des prix des produits de base et de la nourriture ?



Au cours de l'été 2020, l'augmentation des prix ainsi que la hausse des coûts des transports et des retards dans l'approvisionnement de produits de première nécessité ont eu un impact important sur leurs communautés. La fragilisation des échanges économiques a aussi engendré un comportement spéculatif de la part de certains commerçants, participant à la hausse des prix.²⁵ Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte que des facteurs externes à la pandémie du COVID-19, tel que la situation sécuritaire liée aux élections présidentielles joue un rôle important sur la fluctuation des prix²⁶ et l'approvisionnement en biens.²⁷

Êtes-vous inquiet ou non par le fait que vous, votre famille et vos amis puissent attraper la COVID-19 ?



Les conséquences économiques de la crise sanitaire et les mesures contre la COVID-19 ont aussi eu un impact psychologique sur les personnes affectées. Pour les chefs de ménages devant subvenir aux besoins de leurs familles, la crise sanitaire de la COVID-19 a rajouté une charge psychologique supplémentaire.²⁸

Êtes-vous inquiet ou non que vos enfants n'aillent pas à l'école ?



La fermeture des écoles est également source d'inquiétude pour de nombreux ménages centrafricains. En août/septembre 2020, de nombreuses familles s'inquiétaient pour l'éducation de leurs enfants et craignent une montée de la criminalité juvénile dans certaines sous-préfectures.²⁹

²⁴ Ndeke Luka (27 Mai 2020), *L'impact économique du Covid-19 sur le train de vie des jeunes entrepreneurs centrafricains*, [Lien](#)

²⁵ FEWS NET (Aout 2020), *République Centrafricaine – Mise à jour du suivi à distance*, [Lien](#)

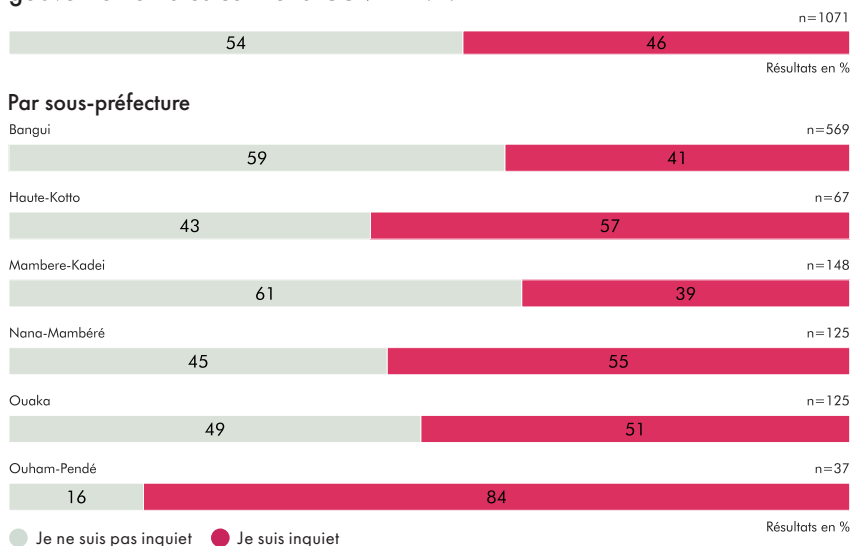
²⁶ Ndeke Luka, (18 Janvier 2021), *Centrafrique/ Insécurité : l'ICASEES rapporte la flambée excessive des prix sur le marché*, [Lien](#)

²⁷ OCHA (20 Janvier 2021), *Perturbation alarmante de la principale chaîne d'approvisionnement de Bangui*, [Lien](#)

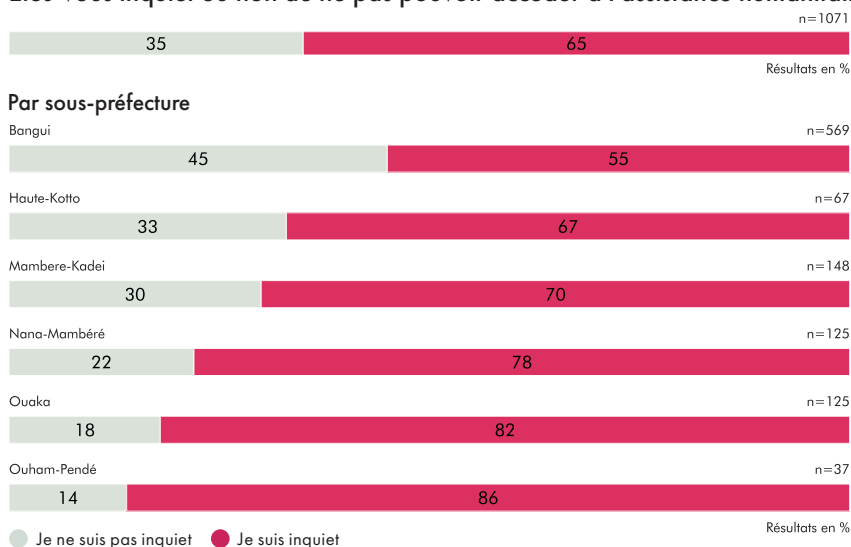
²⁸ Ground Truth Solutions (2020), *Témoignages clés de commerçants et bénéficiaires d'assistance monétaire*, [Lien](#)

²⁹ Ibid.

Êtes-vous inquiet ou non par la mise en place de nouvelles mesures gouvernementales contre la COVID-19 ?



Êtes-vous inquiet ou non de ne pas pouvoir accéder à l'assistance humanitaire ?



Êtes-vous inquiet ou non de ne pas avoir accès à des services de santé si vous en avez besoin ?



Êtes-vous inquiet ou non des restrictions de mouvement (diminution des interactions sociales) ?



La majorité des personnes enquêtées s'inquiète de la diminution des interactions sociales liées à de potentielles restrictions de mouvements. Au fil des derniers mois, les restrictions de mouvements et la fermeture des lieux de socialisation ont diminué les interactions sociales et ont par conséquent, fragilisé le tissu social local.³⁰ Ainsi, des inquiétudes persistent sur l'impact au long-terme qu'auront les mesures contre la COVID-19 sur les structures sociales, en particulier si de nouvelles restrictions de mouvements sont mises en place.



Désagrégation des données

Les bénéficiaires d'aide interrogés sont plus inquiets d'un retour potentiel de nouvelles mesures contre la COVID-19 (52%) que les non-bénéficiaires d'aide humanitaire (41%). Dans le contexte sanitaire actuel, les bénéficiaires craignent un accès plus difficile à l'assistance humanitaire ainsi que l'impact des futures mesures gouvernementales sur la distribution de l'aide.



Désagrégation des données

Les personnes vivant dans les préfectures de Ouham Pendé (95% de personnes affirmant être inquiètes), de Nana-Mambéré (78%) et de Mambéré Kadei (74%) sont particulièrement inquiètes concernant l'accès aux services de santé comparé à d'autres préfectures telle que Bangui (50%).

³⁰ Ground Truth Solutions (2020), *Témoignages clés de commerçants et bénéficiaires d'assistance monétaire*. [Lien](#)

Méthodologie

Sélection des participants

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, les enquêtes ont été menées par téléphone avec le soutien de l'African Polling Institute afin de limiter les risques de contamination et ne pas mettre en danger la santé des personnes enquêtées ainsi que celle de nos équipes.

L'équipe d'enquêteurs d'API a utilisé des bases de données téléphoniques des compagnies Telecel et Orange afin d'appeler de manière aléatoire des numéros de téléphone dans chaque sous-préfecture. Les personnes interrogées ont été sélectionnées dans une base de données de 10 000 numéros de téléphone, obtenue d'Orange et de Telecel, les deux principaux fournisseurs de réseaux de télécommunications en RCA (parts de marché respectives de 45% et 39%).³¹ Cette technique a été utilisée à partir d'une base de données téléphoniques Excel afin que chaque numéro de téléphone de la base de données ait une chance et une probabilité égales d'être sélectionné.

Au total, 1 071 entretiens ont été menés pour 3 908 appels passés pendant la collecte de données, représentant un taux de réponse d'environ 27 %.

Sélection des préfectures

À la suite de consultations avec les acteurs humanitaires en RCA et les différentes structures de coordination, les sous-préfectures suivantes ont été sélectionnées pour cette enquête : Bangui, Bria, Berbérati, Gamboula, Baboua, Bouar, Bambari, Ippy, Bossem-télé et Kouï.

Les préfectures ont été sélectionnées selon les critères suivants :

1. Zones à fort risque de propagation de la COVID-19 ³²
2. Taille de la population affectées par sous-préfecture ³³
3. Réseau mobile opérationnel dans les sous-préfectures ciblées ³⁴
4. Degré d'assistance humanitaire (nombre d'acteurs humanitaire sur le terrain) ³⁵

Dû à la forte densité urbaine ainsi qu'à la grande concentration des cas de COVID-19 dans la capitale centrafricaine, 52% des personnes enquêtées ont été interrogées à Bangui afin de garantir la représentativité de l'échantillon. Les 48% restants sont partagés entre les différentes sous-préfectures selon la taille de la population affectées.

Les calculs d'échantillonnage sont basés sur les données démographiques de 2020, utilisées par OCHA pour le HRP 2021. Nous avons sélectionné les sous-préfectures selon les critères définis ci-dessus et la taille des échantillons est basée sur la part de la population totale dans les sous-préfectures concernées. Un échantillon détaillé a pu être défini en nous basant sur les dernières informations démographiques reçues de différents acteurs tels que le suivi des populations de Displacement Tracking Matrix (DTM) (septembre 2020) et les données d'OCHA utilisées lors du HNO (Evaluation des Besoins Humanitaires) 2020. L'échantillon final est statistiquement représentatif avec un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5%.

³¹ ARCEP (2020), *L'évolution des Indicateurs des marchés de télécommunications en Centrafrique – Tableau de bord du 1er trimestre 2020*. [Lien](#)

³² Les zones à fort risque de propagation de la COVID-19 ont été définies par le Ministère de la Santé.

³³ OCHA (2019), *Aperçu des besoins humanitaires – République centrafricain* - [Lien](#)

³⁴ GSMA (2020), *Network coverage map* - [Lien](#)

³⁵ OCHA (2019), *Aperçu des besoins humanitaires – République centrafricain* - [Lien](#)

Préfectures / Sous-préfectures	Échantillon
Bangui	569
Haute Kotto	
Bria	67
Mambéré-Kadeï	
Berberati	144
Gamboula	4
Nana-Mambéré	
Baboua	34
Bouar	91
Ouaka	
Bambari	99
Ippy	26
Ouham-Pendé	
Bossem-télé	14
Koui	23

Questions de l'enquête

Les questions de l'enquête ont été conçues par GTS en consultation avec la matrice mondiale des risques de l'OMS et le plan de réponse humanitaire global pour la COVID-19. À cette fin, nous avons identifié trois paramètres clés pour notre questionnaire : 1) le partage d'information, 2) les gestes barrières contre la COVID-19 et 3) l'impact économique de la COVID-19.

Nous avons également examiné les autres enquêtes centrées sur la COVID-19 afin d'éviter des enquêtes similaires et de garantir que les données soient utiles et exploitables. Les questions de l'enquête et les choix de réponse ont également été partagés avec les acteurs travaillant sur le terrain afin de s'assurer que l'enquête était adaptée aux réalités spécifiques de la République Centrafricaine.

Langue de l'enquête

Le questionnaire a été rédigé et partagé avec les acteurs humanitaires en français, avant d'être traduit en Sango par un traducteur.

Collecte de données

Date de l'enquête de données

Les enquêtes ont été conduites entre le 2 et le 8 décembre 2020.

Confidentialité des données

Afin de conserver l'anonymat des personnes enquêtées et de garantir la confidentialité des informations et des contacts partagés par les partenaires humanitaires, la base de données des informateurs est stockée de manière sécurisée sur les serveurs de Ground Truth Solutions.

Partenaire pour la collecte de données

Afin de collecter les perceptions de la population centrafricaine sur la COVID-19, GTS a collaboré avec l'*African Polling Institute (API)* pour la collecte de données par téléphone. L'élaboration des outils de collecte de données, l'échantillonnage, la formation des enquêteurs, l'analyse des données ainsi que la rédaction du rapport ont été menées par l'équipe de GTS.

Limites de l'enquête

Au moment de l'enquête, il y avait peu de cas de COVID-19 dans certaines sous-préfectures, ainsi, les réponses des personnes enquêtées étaient probablement plus orientées vers les restrictions et les gestes barrières contre la COVID-19 que vers les problèmes de santé.

Limitations techniques

Les difficultés techniques rencontrées étaient liées à des perturbations du réseau téléphonique centrafricain, telles que des coupures en plein appel ou bien l'impossibilité de joindre certains contacts.

Limites des enquêtes téléphoniques

Étant donné que notre enquête primaire s'agit d'une enquête par téléphone, les réponses proviennent de personnes possédantes ou ayant accès à un téléphone. Le taux de possession d'un téléphone est faible en RCA, ainsi il peut être difficile d'échanger avec certaines populations vulnérables (personnes âgées, individus vivant avec un handicap, personnes déplacées, femmes). De plus, le réseau téléphonique ne couvre actuellement que 56% de la population (89 localités).³⁴ Ainsi, une importante partie du territoire ne peut être couverte par l'intermédiaire d'une enquête téléphonique.

Les autres limites potentielles des sondages téléphoniques comprennent : (1) l'incapacité de développer une relation avec la personne interrogée par rapport aux enquêtes menés en personne. Cela peut rendre les personnes interrogées moins confiantes envers l'enquêteur et moins à l'aise pour répondre de manière honnête; (2) les enquêtes téléphoniques doivent être courtes pour éviter des taux de participation faibles, ce qui signifie qu'il y a un manque de données qualitatives; et (3) bien que nous demandions au répondant s'il se trouvait dans un espace privé pour répondre à nos questions, nous ne pouvions garantir qu'ils l'étaient réellement et ainsi qu'ils n'étaient pas influencés par les personnes les entourant.

Auteurs

Guillaume Pocard

Senior Programme Analyste

Marie-Françoise Sitnam

Programme Manager

Pour plus d'information concernant les enquêtes de Ground Truth Solutions en RCA, veuillez contacter:

Léonce Zatao

leonce@groundtruthsolutions.org

Yannick Koudoufio

yannick@groundtruthsolutions.org

Rejoignez-nous sur groundtruthsolutions.org